

**Conseil économique et social**

Distr. générale  
17 août 2009  
Français  
Original: anglais

---

**Commission économique pour l'Europe****Conférence des statisticiens européens****Groupe d'experts des recensements de la population et des habitations****Douzième réunion**

Genève, 28-30 octobre 2009

Point 2 de l'ordre du jour provisoire

**Respect des recommandations de la Conférence des statisticiens européens****Changements intervenus dans le lieu de résidence  
des étudiants du troisième degré au Portugal:  
traitement et conséquences****Note de Statistique Portugal<sup>1</sup>****I. Introduction**

1. Les recensements de la population et des habitations permettent d'en établir les caractéristiques en fonction du lieu de résidence de droit ou de la population de fait du moment. L'ensemble de la population est observé par référence au jour du recensement, mais une distinction – tant dans le modèle d'observation que dans le volume de données collectées – est clairement établie par la situation de droit ou de fait lors du dénombrement de la population et de la détermination de son lien avec le logement. Ainsi, un local d'habitation ne peut être considéré comme étant occupé que si une personne y réside, qu'elle soit présente ou absente le jour du recensement. Les caractéristiques prioritaires énoncées dans les recommandations de la Commission économique des Nations Unies pour l'Europe (CEE) étaient axées sur la mesure des caractéristiques de la population habituellement résidente. De ce fait, la plupart des pays dont la population est stable en termes de migration choisiront de mesurer les caractéristiques de la population résidente (de droit) d'une manière plus détaillée tandis que d'autres décideront plutôt de dénombrer la population résidente de fait en fonction uniquement d'un nombre restreint de variables.

2. Il importe aussi de déterminer le lieu de résidence d'une population donnée pour présenter les résultats du recensement. Dans un premier temps, deux grands groupes de population sont différenciés: un groupe stable ayant le «droit» d'escompter un appui en

---

<sup>1</sup> La présente note ne reflète pas nécessairement l'opinion du Conseil de statistique du Portugal.

matière d'infrastructures, par exemple en ce qui concerne les écoles, hôpitaux, communications, etc., et un autre groupe présentant des caractéristiques «flottantes», par exemple les touristes ou les personnes en voyages d'affaires, qui n'ont pas le droit de vote, mais qui ont aussi besoin d'accéder aux infrastructures existantes. La population incluse dans ce dernier groupe change souvent, même si ses caractéristiques démographiques, du moins pour ce qui est de l'âge et du sexe, ne diffèrent pas beaucoup (un grand nombre de ces personnes sont des voyageurs d'affaires actifs ou des touristes âgés). Il est essentiel de déterminer la population résidente pour caractériser la population et les habitations.

3. L'emplacement des universités nationales, les contraintes en matière d'accès ainsi que les programmes d'échanges internationaux offerts par ces établissements sont autant de facteurs qui expliquent pourquoi les étudiants du troisième degré constituent désormais un groupe de population important qui passe la majeure partie de l'année dans des locaux d'habitation au lieu de vivre avec leur famille. Dans les recommandations de la CEE, ils ont toujours été considérés comme faisant partie des groupes de population pour lesquels il faudrait mieux préciser les règles de résidence appliquées. Il a fallu attendre les recommandations visant les recensements de 2010 pour que des règles indiquent clairement comment les étudiants devraient être classés; l'hypothèse de départ est qu'ils devraient être considérés comme résidant dans les locaux d'habitation où ils passent la majeure partie de l'année, idée qui n'a pas fait l'objet d'un consensus lors de l'approbation des dernières recommandations à cause d'un certain nombre d'incohérences.

4. La présente note analyse les questions susmentionnées dans un contexte international ainsi que l'approche et la méthode adoptées par le Portugal dans le traitement des sujets ayant trait au recensement de 2011. Elle présente aussi plusieurs suggestions pour examen.

## **II. Contexte international**

5. Les recommandations de 2006 de la CEE concernant les recensements 2006 ont été substantiellement modifiées. Les changements apportés ont permis de faire la lumière sur les possibilités de réponse. Cela étant, des éclaircissements n'ont pas été donnés au sujet des situations présentant des caractéristiques analogues et pour lesquelles il est possible de donner une réponse différente. Plusieurs alinéas du paragraphe 162 font état de situations qui peuvent être considérées comme analogues à celle définie pour les étudiants du troisième degré. Sont cités, par exemple, les personnes qui travaillent hors de leur lieu d'origine pendant la semaine et les élèves des établissements d'enseignement secondaire (al. *a* et *b*).

6. Dans les recommandations de 1998 de la CEE, il n'est fait mention que des situations décrites dans divers alinéas du paragraphe 36. Il est cependant nécessaire de préciser les possibilités de réponse afin d'assurer la cohérence pour la population totale de chaque pays.

7. Toutefois, il est expressément dit dans les recommandations de 2006 que la notion du lieu de résidence a été modifiée aux paragraphes 158 et 159. L'alinéa *b* du paragraphe 159 cite les «[personnes q]ui sont arrivées à leur lieu de résidence habituelle au cours des 12 mois précédant le jour du recensement avec l'intention d'y rester pendant au moins un an». Ce nouveau libellé signifie que l'intention de rester en un lieu donné prime quelles que soient les autres conditions (lieu de résidence précédent, autorisation donnée par les autorités locales et nationales de résider dans le lieu de référence, etc.). Le paragraphe 161 énonce une certaine exception pour les migrants internationaux puisqu'il indique que s'agissant des migrants de courte durée, le pays de départ demeure le pays de résidence habituelle du migrant pendant son séjour à l'étranger. Ce dernier critère fait explicitement

référence à un certain nombre de situations applicables aux migrants de courte durée, mais ne vise pas les étudiants. La note de bas de page 11 relative au paragraphe 161 ne montre pas clairement si l'expression «soit ... soit» peut être interprétée comme offrant un choix entre deux possibilités. Il aurait été préférable qu'elle donne une définition bien claire et explique qui est inclus dans la catégorie des migrants de longue durée, par exemple: les migrants internationaux qui ont vécu dans le pays de destination pendant une période continue d'au moins douze mois avant le jour du recensement; et les migrants internationaux qui sont arrivés dans le pays de destination au cours des douze mois précédant le jour du recensement avec l'intention d'y rester pendant au moins un an.

8. Pour les étudiants du troisième degré (par. 162 c)), la seule exception énoncée est le fait que lorsqu'ils étudient dans le pays, le lieu de leur résidence habituelle peut être considéré comme étant le domicile familial. Ceux qui font des études à l'étranger devraient toujours être considérés comme résidant à l'endroit où ils étudient. Cela dit, aucune mention n'est faite de l'intention et on ne voit donc pas bien si la règle générale de l'intention ou la règle factuelle visant les émigrants est appliquée (si les intéressés ont séjourné dans le pays de destination pendant moins d'une année, ils peuvent être considérés comme résidant dans leur pays d'origine). Le paragraphe 162 d) est bien plus clair s'agissant de ceux qui ont vécu ou vont probablement vivre pendant douze mois ou plus dans l'institution pertinente.

9. Ni les recommandations de 2006 de la CEE ni le Règlement (CE) n° 862/2007 du Parlement européen et du Conseil du 11 juillet 2007 relatif aux statistiques communautaires sur la migration ne définissent spécifiquement qui est considéré comme un étudiant. Les étudiants sont donc classés dans la même catégorie que les migrants qui sont définis comme étant des migrants de courte durée et des migrants permanents. Il reste que le Règlement précité ne fait aucune distinction entre les migrants de courte durée et les migrants de longue durée, puisque dans la définition de base présumée sont toujours prises en compte la résidence d'une durée d'au moins douze mois et, pour une période inférieure à douze mois, l'intention de rester au moins douze mois. Ainsi, des personnes sont censées être des migrants si elles remplissent au moins une des deux conditions précitées. L'expression «migrants de courte durée» employée dans les recommandations de la CEE devrait donc toujours être interprétée comme désignant la population non résidente du pays de destination. En conséquence, ces personnes sont toujours considérées comme des résidents du pays d'origine.

Tableau 1

**Comparaison entre les immigrants et les étudiants du troisième degré dans les recommandations**

<i>Situation</i>	<i>Type</i>	<i>Conditions</i>	<i>Situation dans le pays de destination</i>
Immigrant	Temporaire	Séjour supérieur à trois mois et inférieur à douze mois	Non-résident
	Permanent	Séjour supérieur à douze mois ou intention de rester plus de douze mois	Résident
Étudiant du troisième degré	Non pertinent	Par. 159 b) conjugué aux critères du paragraphe 162 c)	Résident
	Non pertinent	Par. 162 c) uniquement	Résident?

10. Ce qui est dit de la population résidente dans les recommandations risque de rendre encore plus flou le critère à appliquer pour subdiviser les migrants en deux catégories, celle des migrants temporaires et celle des migrants permanents. Au bout du compte, différentes réalités sont mélangées (étudiants, travailleurs qui ont l'intention de rester moins de douze mois, touristes en visite prolongée chez des parents), tous les intéressés pouvant être classés dans la catégorie des migrations temporaires et étant donc comptés au nombre de la population non résidente.

11. Considérablement favorisés par les programmes d'échanges internationaux, les «mouvements migratoires» des étudiants du troisième degré sont en expansion et, de ce fait, les recensements porteront sur une population qui ne correspond guère au modèle de résidence considéré: les intéressés n'envisagent pas de rester plus de douze mois dans leur lieu de résidence du moment et nombre d'entre eux ne peuvent pas non plus être inscrits à l'endroit où se trouve l'établissement qu'ils ont quitté avant d'aller à l'étranger, puisqu'ils vivent provisoirement dans les locaux d'habitation.

12. Prenons comme hypothèse une situation très fréquente au Portugal, celle d'un étudiant qui a étudié et vécu la majeure partie de l'année dans une ville de son pays, mais loin de sa famille, et qui participe maintenant au programme Erasmus pendant une année à l'étranger. Supposons aussi que les conditions énoncées aux paragraphes 159 et 162 soient pleinement remplies:

a) En général, le logement qu'il occupait en tant qu'étudiant était loué et partagé avec une autre personne, très probablement un autre étudiant, et personne n'a de renseignements sur ce dernier;

b) Comme c'était le cas pour l'option du séjour d'un an à l'étranger, on ne sait pas avec certitude s'il faudrait considérer l'étudiant comme résidant à l'endroit où il fait ses études:

i) En principe, il semble logique d'appliquer le critère du paragraphe 159 b) conjointement avec celui du paragraphe 162 c);

ii) Cela étant, le paragraphe 162 c) n'est pas explicite en ce qui concerne l'intention de rester ni ne définit en quoi son application est assujettie au paragraphe 159;

iii) Il y a lieu de noter que l'année universitaire dure toujours moins de douze mois et qu'en général, les étudiants du troisième degré retournent dans leur famille pendant les vacances, comme le font tous les autres étudiants;

c) Une partie conséquente des dépenses de l'étudiant pris en exemple est payée par la famille ou une bourse, habituellement accordée par son pays;

d) La famille est pratiquement seule à savoir où se trouvent l'étudiant ainsi que le registre de la population correspondant, s'il en existe un dans le pays où l'intéressé fait ses études! Quoi qu'il en soit, son lieu de résidence officiel dans le pays d'origine est également maintenu puisqu'il n'y a pas de recoupement entre les fichiers administratifs d'un pays à l'autre et que la grande majorité des étudiants ne font pas modifier leur fichier administratif dans le pays d'origine;

e) Par conséquent, sauf s'il existe un rappel spécial pour ces cas, soit l'étudiant ne sera pas dénombré, soit il sera naturellement considéré comme résidant au sein du ménage considéré.

13. Comme l'indique la note de bas de page 12 relative au paragraphe 162 des recommandations de la CEE, aux fins de la comptabilité nationale, les étudiants du troisième degré qui vivent loin de leur domicile sont pris en compte à l'adresse de leur domicile. Il peut en découler une certaine incohérence dans les analyses puisque l'évaluation de l'ensemble de ces groupes de population particuliers est effectuée d'après

les résultats du recensement et périodiquement contrôlée dans le cadre de l'enquête sur la population active. L'application de cette nouvelle méthode d'imputation du lieu de résidence des étudiants du troisième degré doit donc être recoupée avec la notion de ménage utilisée dans les enquêtes actuelles, ce qui assure une cohérence entre l'évaluation des enquêtes actuelles sur les ménages, en particulier l'enquête sur les budgets des ménages et l'enquête sur la population active. Si ce recoupement est effectué, il n'y aura plus de cohérence avec la comptabilité nationale car ses sources de données les plus importantes ne pourront jamais rattacher les étudiants à leur famille d'origine. Ils doivent donc constituer des ménages «autonomes» sur leur lieu d'études.

14. Enfin, le paragraphe 165 tente de décomposer la population en trois grands groupes conformément aux alinéas *a*, *b* et *c*: les personnes vivant normalement à leur lieu de résidence habituelle et présentes au moment du recensement (résidents présents), les personnes vivant normalement à leur lieu de résidence habituelle, mais temporairement absentes au moment du recensement (résidents absents) et les personnes temporairement présentes au moment du recensement ailleurs qu'à leur lieu de résidence habituelle (non-résidents présents). La différence entre la première et la deuxième catégorie n'a pas une grande signification statistique. Cependant, le dénombrement, même simplifié, de la population de fait résidant ailleurs semble avoir de l'importance, en raison de la pertinence de ces mouvements de population temporaires dans un certain nombre de pays et parce que le dénombrement contribue substantiellement à préciser la situation des gens au regard de la résidence/non-résidence.

### **III. Modèle de dénombrement des étudiants du troisième degré dans le recensement de 2001**

#### **A. Modèles utilisés avant 2001**

15. Le modèle utilisé en 2001 a évolué par rapport à l'approche adoptée pour les recensements de 1981 et de 1991, qui se caractérisaient par les éléments suivants: la situation au regard de la résidence différenciait la population résidente de la population de fait résidant ailleurs; c'était la population résidente présente ou absente du local d'habitation le jour du recensement qui était observée; et aucune indication n'était donnée quant au lieu de résidence occupé pendant la majeure partie de l'année. Ce type d'observation ne permettait pas d'établir une distinction entre les personnes absentes de leur domicile pendant deux ou trois jours et celles qui étaient absentes car elles vivaient dans un autre local d'habitation la majeure partie de l'année, à cause de leurs études ou de leur travail; dans certains cas, bien que ne se trouvant pas dans le local d'habitation du ménage pendant la majeure partie de l'année, ces personnes pouvaient effectivement y être présentes le jour du recensement.

16. Les variables «emplacement du lieu de travail/de l'établissement d'enseignement», «distance parcourue jusqu'au lieu de travail et durée du trajet» et «mode de transport» n'étaient observées que pour la population résidente qui était présente au lieu de résidence habituelle le jour du recensement. De fait, l'une des principales lacunes des recensements de 1981 et de 1991 était précisément le fait qu'ils ne comportaient pas de données sur l'«emplacement du lieu de travail/de l'établissement d'enseignement» pour les personnes qui, bien que résidant dans les locaux d'habitation, n'étaient pas présentes le jour du recensement.

17. Les modifications apportées au recensement de 2001 ont permis de combler ces lacunes et de trouver un modèle qui mettrait en correspondance pour chaque personne l'identification de l'emplacement du lieu de travail/de l'établissement d'enseignement avec

les données relatives à sa résidence dans les locaux d'habitation occupés la majeure partie de l'année.

## **B. Modèle de dénombrement des étudiants du troisième degré utilisé dans le recensement de 2001**

18. Dans le recensement de 2001, la population résidente (de droit) était la population de référence et la population de fait était également comptée. La règle générale appliquée pour définir le lieu de résidence habituelle était la suivante: «les personnes sont considérées comme résidant dans le lieu où elles passent la majeure partie de l'année avec les membres de leur famille et où elles ont la totalité ou la majeure partie de leurs effets personnels». Cependant, on a identifié une série de situations dans lesquelles les gens, bien qu'ils aient pu vivre hors de leur lieu de résidence habituelle la majeure partie de l'année, n'ont pas pour autant cessé d'être considérés comme résidant dans le local d'habitation.

19. Ces situations étaient les suivantes:

a) Les étudiants qui vivaient hors de leur domicile, qui n'exerçaient pas un emploi rémunéré et qui vivaient dans une résidence scolaire ou universitaire ou étaient pensionnaires au sein d'un ménage étaient considérés comme résidant à l'adresse de leur propre famille. Toutefois, s'ils exerçaient un emploi rémunéré, ils seraient considérés comme résidant dans les locaux d'habitation où ils vivaient et n'étaient pas recensés à l'adresse de leur domicile. Aucune distinction n'était faite sur la base du niveau d'instruction, c'est-à-dire que cette règle était appliquée à la fois aux élèves des établissements d'enseignement primaire et secondaire et aux étudiants du troisième degré;

b) Les personnes qui travaillaient loin de leur domicile pendant la semaine et qui y revenaient habituellement en fin de semaine devaient considérer le domicile familial comme étant leur lieu de résidence habituelle;

c) Pour les personnes accomplissant leur service militaire obligatoire, les patients dans les hôpitaux et les détenus, le domicile familial était considéré comme le lieu de résidence habituelle.

20. À l'occasion du recensement de 2001 a été observé un ensemble de variables qui a permis de dénombrer les étudiants vivant dans les locaux d'habitation de leur famille et en même temps de déterminer leur lieu d'études. Le traitement de ces situations reposait essentiellement sur l'observation de deux variables:

a) Situation au regard de la résidence. Cette variable permet de différencier les résidents des personnes qui ne sont que temporairement présentes dans les locaux d'habitation; les personnes résidant dans les locaux d'habitation peuvent aussi être décomposées en deux groupes, celui des personnes y résidant la majeure partie de l'année et celui des personnes n'y résidant pas la majeure partie de l'année à cause de leur travail, de leurs études ou pour d'autres raisons. La variable «présence au moment du recensement» est également utilisée pour la population résidente.

Figure 1

**3. Où se trouve votre lieu de résidence habituel?**

Dans ce local d'habitation et la majeure partie de l'année ..... ☐ 1

Dans ce local d'habitation mais pas la majeure partie de l'année à cause  
des études, d'une maladie, etc. .... ☐ 3

Ailleurs, mais le séjour ici n'est que temporaire ..... ☐ 5 ➔ Remplir complètement

**3.1 Quelle est votre situation le 12 mars à 0 heure?**

Présent dans le logement ..... ☐ 1

Absent ..... ☐ 3

b) Lieu de l'établissement d'enseignement. Cette variable a été collectée pour tous les élèves/étudiants à partir de l'enseignement primaire. Elle permet de déterminer les déplacements entre le domicile et le lieu d'études, ce qui éclaire les migrations pendulaires.

Figure 2

**16. Répondez à la question 16.1 si vous êtes employé ou étudiant**  
**(Si vous travaillez et faites des études, répondez à la question concernant le lieu de travail.)**

**16.1 Lieu de travail ou d'études:**

- Paroisse où vous vivez .....☐ 1
- Autre paroisse de la municipalité où vous vivez .....☐ 2
- Autre municipalité:  
• .....☐ 3
- Pays étranger .....☐ 4

**Répondez aux questions 16.2 et 16.3 si vous vivez dans ce local d'habitation la majeure partie de l'année (code 1 dans la question 3) et si vous êtes employé ou étudiant**

**16.2 En moyenne, combien de temps passez-vous à vous rendre à votre lieu de travail ou d'études?**

- Néant.....☐ 1 • 16-30 mn .....☐ 3 • 61-90 mn.....☐ 5
- Jusqu'à 15 mn .....☐ 2 • 31-60 mn .....☐ 4 • Plus de 90 mn ...☐ 6

**16.3 Quel est le principal mode de transport que vous utilisez pour vous rendre à votre lieu de travail ou d'études ?**

- Néant, marche .....☐ 1 • Voiture ou fourgonnette:  
• Bus .....☐ 2 • En tant que conducteur.....☐ 6  
• Métro souterrain ou aérien .....☐ 3 • En tant que passager.....☐ 7  
• Train .....☐ 4 • Motocycle ou bicyclette .....☐ 8  
• Transport collectif scolaire organisé par l'entreprise .....☐ 5 • Autre .....☐ 9

21. En ce qui concerne les migrations pendulaires, les observations portent non seulement sur l'«emplacement du lieu de travail et de l'établissement d'enseignement», mais aussi sur les variables «distance parcourue jusqu'au lieu de travail ou jusqu'à l'établissement d'enseignement et durée du trajet» et «mode de transport jusqu'au lieu de travail ou jusqu'à l'établissement d'enseignement». Cependant, si les données relatives à l'«emplacement du lieu de travail» et au «lieu de l'établissement d'enseignement» sont observées pour tous les employés et étudiants, les variables «distance parcourue jusqu'au lieu de travail ou jusqu'à l'établissement d'enseignement et durée du trajet» et «mode de transport jusqu'au lieu de travail ou jusqu'à l'établissement d'enseignement» ne sont collectées que pour ceux qui résident dans les locaux d'habitation la majeure partie de l'année car ils font chaque jour la navette entre leur logement et leur lieu de travail ou leur établissement d'enseignement. S'agissant des étudiants qui vivent loin de leur domicile la majeure partie de l'année, aucune donnée n'est donc recueillie pour les variables «distance parcourue jusqu'au lieu de travail ou jusqu'à l'établissement d'enseignement et durée du trajet» et «mode de transport jusqu'à l'établissement d'enseignement».

22. Ce modèle permet de dénombrer les étudiants qui vivent loin de leur domicile tout en étant inclus dans leur famille et en même temps d'identifier leur lieu d'études.

23. Par là même, une analyse en fonction du lieu de l'établissement d'enseignement permet de déterminer le nombre et les caractéristiques de ceux qui étudient en un lieu donné. Grâce à cette méthode, il est possible d'établir une correspondance entre les étudiants et leurs caractéristiques et le lieu de l'établissement d'enseignement, au niveau géographique minimum de la municipalité (LAU 1), sans qu'il soit nécessaire de modifier leur lieu de résidence habituelle.

### C. Quelques données concernant les étudiants du troisième degré qui vivaient loin de leur domicile en 2001

24. Selon le recensement de 2001, le nombre d'étudiants du troisième degré s'élevait à 240 459, dont 87 946 vivaient loin de leur famille (36,6 %). La majorité de ces derniers (85 641 individus soit 97,4 %) poursuivaient leurs études dans le pays tandis que 2 305 vivaient à l'étranger.

25. La plupart des étudiants étaient intégrés dans des ménages privés constitués de trois ou de quatre personnes, soit 44,6 % et 24,9 % respectivement. Les étudiants formant des ménages isolés étaient peu nombreux (2,4 % seulement).

Tableau 2

**Étudiants du troisième degré vivant loin de leur domicile, par taille des ménages privés et type de ménage**

Type de ménage	Total	Ménage isolé	Deux personnes	Trois personnes	Quatre personnes	Cinq personnes	Six personnes ou plus
Ménages privés	87 732	2 068	3 792	21 819	39 095	14 384	6 574
Ménages institutionnels	214						

26. Si l'on prend comme référence la typologie du noyau familial, 84 % des étudiants sont intégrés dans des noyaux constitués d'un couple avec enfants. Le cas le plus fréquent est le couple avec deux enfants, suivi du couple avec un seul enfant. Le taux de noyaux monoparentaux était en gros de 9 %, la grande majorité se composant de mères isolées avec au moins un enfant.



Tableau 3

**Étudiants du troisième degré vivant loin de leur domicile, par type de noyau familial**

<i>Type de noyau familial</i>	<i>Nombre</i>	<i>Pourcentage</i>
Couple marié ou couple cohabitant sans enfants	338	0,4
Couple marié ou couple cohabitant avec enfants	73 846	84,0
Avec un enfant	20 159	22,9
Avec deux enfants	40 006	45,5
Avec trois enfants	10 635	12,1
Avec quatre enfants ou plus	3 046	3,5
Père isolé	1 164	1,3
Mère isolée	7 656	8,7
Grands-parents avec petits-enfants	281	0,3
Grand-père isolé	24	0
Grand-mère isolée	275	0,3
Non-membre d'un noyau familial	4 362	5,0
<b>Total</b>	<b>87 946</b>	<b>100,0</b>

27. La variable «position dans la famille» montre que la grande majorité des étudiants sont les enfants d'un noyau familial et qu'un très petit nombre sont des maris ou des femmes, des partenaires vivant en union consensuelle ou des pères ou mères isolés. À ce stade de la vie, la plupart de ces individus n'ont pas encore créé une famille autonome et dépendent de la structure familiale de leurs parents.

Tableau 4

**Étudiants du troisième degré vivant loin de leur domicile, par position dans la famille**

<i>Position dans la famille</i>	<i>Nombre</i>	<i>Pourcentage</i>
Mari/femme au sein d'un couple marié	344	0,4
Partenaire vivant en union consensuelle	171	0,2
Père isolé/mère isolée	146	0,2
Enfant	82 343	93,6
Petit-enfant	580	0,7
Non-membre d'un noyau familial	4 362	5,0
<b>Total</b>	<b>87 946</b>	<b>100,0</b>

28. Selon l'analyse du principal moyen d'existence des étudiants du troisième degré vivant loin de leur domicile, les intéressés sont dans une grande mesure à la charge de leur famille, qui constitue le soutien financier de la quasi-totalité d'entre eux. Il ressort du recensement de 2001 que 97,1 % des étudiants ont été classés comme «personnes à charge» en ce qui concerne leur principal moyen d'existence, tandis que les 2,9 % restants ont été classés dans les catégories de personnes bénéficiant des ressources suivantes: prestations et allocations, revenus de la propriété ou autres sources.

29. L'analyse du lieu de l'établissement fréquenté par les étudiants du troisième degré vivant loin de leur domicile montre, comme on pourrait s'y attendre, une concentration des intéressés dans les grandes villes portugaises, qui comptent un nombre élevé d'universités.

En 2001, les trois principales villes du pays hébergeaient 45 % environ des étudiants vivant loin de leur domicile.

Tableau 5

**Étudiants du troisième degré vivant loin de leur domicile, par lieu de l'établissement d'enseignement (10 grandes municipalités et pays étrangers)**

<i>Municipalité</i>	<i>Nombre</i>
Lisbonne	16 049
Coimbra	12 925
Porto	10 604
Aveiro	3 742
Braga	3 664
Vila Real	3 322
Évora	2 827
Viseu	2 769
Faro	2 729
Bragance	2 496

30. Les renseignements ci-dessus ont permis de calculer le nombre d'étudiants qui, bien que n'ayant pas été considérés comme résidant dans ces municipalités, y faisaient leurs études et étaient selon toute probabilité pensionnaires au sein d'un ménage ou locataires d'une résidence universitaire pendant une partie de l'année universitaire dans les villes considérées. Les caractéristiques démographiques et socioéconomiques de ce groupe de population peuvent ainsi être imputées aux lieux d'études. De ce fait, lorsque cela semble plus logique de le faire, cette population flottante peut être imputée aux municipalités citées, par exemple pour planifier le développement d'infrastructures spéciales.

#### IV. Modèle applicable au recensement de 2011

31. Pour le recensement de 2011, le modèle de dénombrement visant à évaluer le cas des étudiants vivant hors du domicile familial ressemblera au modèle de 2001. La situation au regard de la résidence sera donc observée de la même manière, c'est-à-dire en différenciant la population résidente de la population de fait et, s'agissant de la population résidente, en établissant une distinction entre ceux qui résident la majeure partie de l'année dans les locaux d'habitation et ceux qui ne le font pas. Par ailleurs et étant donné que le recensement de 2011 a pour but de dénombrer aussi la population de fait, la présence dans les locaux d'habitation le jour du recensement sera observée.

32. Cependant, la définition des règles en matière de résidence a été modifiée suite aux recommandations de la CEE. Comme nous l'avons vu, ces dernières suggèrent qu'il faudrait classer les étudiants vivant hors de leur famille comme résidant dans les locaux d'habitation se trouvant sur le lieu d'études. Il existe néanmoins une exception pour les cas où l'établissement d'enseignement est situé dans le pays où le domicile familial peut être considéré comme le lieu de résidence habituelle. Le Portugal appliquera cette exception et tous les étudiants du troisième degré faisant leurs études dans le pays seront classés comme vivant au domicile familial. À notre avis, cette option cadre mieux avec le traitement de situations analogues et constitue un prolongement des procédures suivies par le passé.

33. Par rapport au recensement de 2001, la principale différence a trait aux étudiants du troisième degré qui fréquentent un établissement d'enseignement à l'étranger et qui sont

absents pendant au moins une année. Ces étudiants ne sont plus considérés comme résidant au domicile familial et sont inclus dans la population résidente du pays où ils poursuivent leurs études. Cependant, les étudiants qui fréquentent un établissement d'enseignement à l'étranger, mais qui projettent d'être absents pendant moins d'une année seront considérés comme résidant au domicile familial, conformément à la règle générale des douze mois et à la typologie des immigrants.

34. La variable «lieu de l'établissement d'enseignement» sera mesurée de la même façon qu'en 2001, c'est-à-dire qu'elle sera collectée pour tous les étudiants considérés comme résidant dans les locaux d'habitation. Cependant, la couverture a été légèrement modifiée: en 2001, les répondants étaient ceux qui suivaient au moins le premier cycle de l'éducation de base, alors qu'en 2011, les enfants suivant un enseignement préprimaire seront également inclus dans le recensement.

35. L'application de ce modèle permettra de déterminer le nombre et la situation des étudiants vivant loin de leur famille. Le lieu de l'établissement d'enseignement pourra aussi être identifié, sans qu'il soit nécessaire de fragmenter les ménages et les noyaux familiaux d'origine, d'où un traitement cohérent des personnes absentes de leur domicile familial à cause de leur travail.

## V. Perspectives dans un proche avenir

36. Pour le recensement de 2011, le Portugal a décidé d'appliquer l'exception décrite au paragraphe 162 c) des recommandations de la CEE aux étudiants du troisième degré dont le lieu d'études se trouve dans le pays, qui vivent dans des logements publics ou privés autres que le domicile familial. C'est une mesure plus logique qui est compatible avec la notion de ménage et conforme aux recensements existants. Nous partons du principe que les étudiants qui vivent à l'étranger avec l'intention d'y rester plus de douze mois devraient être considérés comme résidant à l'endroit où ils font leurs études et non au domicile familial. Les deux mesures s'inspirent directement du règlement d'application de l'UE. Ce phénomène devrait néanmoins être analysé de façon plus approfondie, par rapport à d'autres modèles, ce qui produira des résultats cohérents à plusieurs niveaux.

37. Les étudiants du troisième degré vivant loin de leur famille constituent une population flottante croissante, à la fois lorsqu'ils vivent loin de leur domicile dans le cadre d'échanges internationaux et lorsqu'ils vivent temporairement dans une résidence universitaire nationale. Dans ce dernier cas de figure, il ne fait presque pas de doute que la durée du séjour ne sera pas supérieure à une année universitaire; il en est de même avec les pensionnaires au sein d'un ménage (par exemple ceux qui louent une chambre). Il est aussi très fréquent que les étudiants du troisième degré déménagent d'une année universitaire à l'autre, ce qui suppose souvent une modification de l'unité administrative de base. Par conséquent, l'intention des étudiants de rester dans des locaux d'habitation pendant plus de douze mois peut être interpolée à partir de l'adresse exacte où ils vivent et pas forcément à partir de la zone géographique de référence. De ce dernier point de vue, le moyen le plus cohérent de dénombrer cette population serait de la considérer comme résidant à l'endroit où elle est présente au moment du recensement. Ce cas s'apparente à celui des nomades. Toutefois, dans la plupart des situations de ce genre, le lien avec la famille sera le lien le plus stable s'agissant du lieu de résidence. En outre, c'est la famille qui est en permanence au fait de la situation des intéressés.

38. Il en découle de grandes difficultés dans les villes universitaires qui comptent un nombre relativement élevé d'étudiants, d'où une intensification de la demande de services (transport, santé, logement, etc.) de la part d'une population qui n'y réside pas en termes de recensement. Tant que les questionnaires sont remplis sans que cette situation soit prise en

compte, il pourrait se poser des problèmes de sous-dénombrement ou de surdénombrement de la population résidente du pays d'origine.

39. Le tableau ci-après résume les avantages et inconvénients que présente le fait de considérer les étudiants susmentionnés comme résidant dans leur famille.

Tableau 6

**Intégration des étudiants du troisième degré vivant loin de leur domicile dans les ménages du pays d'origine: avantages et inconvénients**

	<i>Avantages</i>	<i>Inconvénients au regard de la résidence dans le lieu de l'établissement d'enseignement</i>
Résidence dans le ménage d'origine	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Maintien de la structure du ménage et de la famille;</li> <li>• Intégration du rapport recettes-dépenses des membres du ménage;</li> <li>• Mesure visant à éviter de constituer des ménages isolés à charge ou dont les revenus sont atypiques ou proviennent d'une autre source;</li> <li>• Maintien de la cohérence avec la comptabilité nationale;</li> <li>• Même traitement que celui qui est appliqué à des situations analogues;</li> <li>• Enrichissement des connaissances statistiques (lieu de résidence du ménage et lieu de l'établissement d'enseignement) concernant un groupe de population très particulier;</li> <li>• Familles ayant le sentiment que les étudiants font partie du foyer;</li> <li>• Mesure visant à éviter l'accumulation d'une population résidente dans les grandes villes universitaires, sans lien avec la famille qui subvient à ses besoins.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Réduction de la population résidente des zones universitaires;</li> <li>• Augmentation du nombre de résidents qui ne vivent pas avec leur famille la majeure partie de l'année;</li> <li>• Exception à la règle qui détermine que le lieu de résidence est celui où une personne passe habituellement la nuit;</li> <li>• Risque d'omission de ces personnes à cause des entretiens par procuration.</li> </ul>

40. Il semble exister un déséquilibre évident entre les avantages et les inconvénients étant donné que le fait que ces étudiants ne sont pas comptés comme résidant dans leur famille dans le pays d'origine a une incidence négative qui modifie la structure des ménages. En outre, cela ne résout pas comme il le faudrait les problèmes de sous-dénombrement des étudiants du troisième degré.

41. Il est reconnu qu'il est important d'imputer les étudiants au lieu où se trouve leur établissement d'enseignement. Le Portugal a connu ce problème lors des recensements de 1981 et de 1991 et a recherché une solution qui permette de concilier les différents intérêts politiques et économiques en jeu en structurant les caractéristiques du lieu de résidence et du lieu où se trouve l'établissement d'enseignement, ainsi qu'il a été précédemment expliqué. Une solution plus simple et cadrant mieux avec le modèle de recensement serait par conséquent de collecter la variable «lieu de l'établissement d'enseignement» comme caractéristique essentielle pour tous les résidents, même si elle doit être dissociée des migrations pendulaires.

42. La distinction entre la population de fait et la population de droit est une caractérisation par ordre décroissant, compte tenu de la tendance prononcée à prendre en compte la population résidente (de droit) conjointement avec la population de référence internationale pour la caractérisation des recensements dans les pays considérés. À notre avis, la distinction entre la population résidente présente et celle qui est absente ne représente manifestement pas le modèle de recensement le plus important par rapport à d'autres besoins et à de nouveaux modes de vie (les membres des ménages ne se rencontrant qu'en fin de semaine). Par conséquent, un autre aspect important consistera à évaluer le temps passé par ces personnes au domicile familial pendant la majeure partie de l'année. Les situations dans lesquelles les résidents sont temporairement absents des locaux d'habitation ont une très faible valeur statistique en soi puisque, dans les résultats, le traitement est le même que lorsque les résidents sont présents.

43. Partant, la meilleure situation qui caractérise la population est celle qui peut être définie comme étant une absence prolongée mesurée en nombre de jours par an, tandis qu'il y a une intégration effective et une présence fréquente dans le ménage, notamment la plupart des fins de semaine. Cette situation est essentielle pour caractériser les étudiants du troisième degré qui vivent loin de leur domicile et contribuera en outre à clarifier et à traiter des cas semblables qui ne relèvent pas de la règle générale du lieu où les intéressés passent habituellement la nuit. La plupart de ces situations cadrent avec les différents alinéas du paragraphe 162. Elles seraient caractérisées avec plus de précision si la définition de l'expression «résident absent» était modifiée de manière à mieux déterminer ce qu'est la présence habituelle dans les locaux d'habitation d'une famille (l'intéressé y vit mais n'y passe pas la majeure partie de la nuit pendant la majeure partie de l'année ... à cause de ses études, de son travail, etc.).

44. Le fait de ne pas considérer systématiquement les étudiants du troisième degré comme résidant au sein du ménage de référence n'est pas censé être la meilleure solution envisageable et devrait être réévalué à l'avenir. Ce processus devrait découler d'une analyse critique et complète des méthodes de recensement utilisées en 2011, les aspects ci-après devant être examinés:

a) Quels pays ont appliqué la règle aux étudiants du troisième degré d'une manière cohérente en termes statistiques (prise en compte de la composante nationale et de la composante internationale)? L'instruction était-elle explicite (référence bien claire aux étudiants du troisième degré et mention du critère relatif à l'intention de rester plus de douze mois, ou simple référence à un étudiant du troisième degré)?

b) Quels pays ont appliqué la règle aux étudiants du troisième degré en se référant uniquement aux étudiants du troisième degré vivant à l'étranger? En mentionnant

explicitement l'intention de rester douze mois ou plus? Ou simplement en faisant mention des études à l'étranger?

c) Comment les étudiants du troisième degré sont-ils traités dans la comptabilité nationale et quelles sources de données sont utilisées à cette fin?

45. En résumé, le Portugal propose:

a) De continuer à considérer les étudiants du troisième degré comme résidant au sein du ménage d'origine;

b) De modifier le paragraphe 165 b) de la manière suivante: «les personnes résidentes qui n'y passent pas la majeure partie de la nuit pendant la majeure partie de l'année, à cause de leurs études, de leur travail ou pour des raisons de santé, et qui reviennent à leur domicile la plupart des fins de semaine»;

c) De considérer le lieu de l'établissement d'enseignement comme une variable essentielle pour les étudiants classés comme étant inactifs.

---